



Résumé

Le destin de la France et de l'Europe est étroitement lié à celui des pays du Maghreb, du fait des importants flux d'hommes, d'idées, de marchandises, d'argent entre les deux rives de la Méditerranée. Pourtant, l'importance du Maghreb pour l'Europe est largement sous-estimée, et les Européens ne

semblent pas avoir intégré le Maroc, l'Algérie et la Tunisie à leur réflexion stratégique globale. Tout en respectant leur souveraineté, l'Europe devrait se donner les moyens de soutenir les économies de ces pays, gages de stabilité sociale et donc politique.

Si l'Europe et le Maghreb ont été durement frappés par la crise du Covid-19, ils font face à des situations différentes : alors que les Européens sont riches et unis par une même monnaie, les pays du Maghreb font partie des pays à revenus intermédiaires, ne sont pas unis et ont des capacités de création monétaire limitées par la fragilité de leurs économies. Or, le plan de relance européen, destiné à assurer la stabilité de ses membres, n'a pas vocation à profiter à son « étranger proche », dont le Maghreb. Pourtant, compte-tenu de l'imbrication des peuples et des économies, le « risque » maghrébin est un risque européen : la déstabilisation d'un de ces trois pays du fait de la crise entraînerait des réactions en chaîne connues et indésirables (risque islamiste, émigration, influence croissante d'autres puissances). Il est donc urgent que l'Europe déploie une coopération économique et financière renforcée avec les pays du Maghreb.

Le Maghreb attire de plus en plus de puissances étrangères concurrentes à l'Europe

L'Union européenne, qui soutient les pays du Maghreb, financièrement notamment (sauf pour l'Algérie), considère que la région fait partie de son pré carré traditionnel et qu'aucune puissance concurrente, voire hostile, ne peut y gagner une influence profonde et durable. C'est pourtant ce qui est en train de se passer : les trois pays du Maghreb font l'objet d'un intérêt de la part des grands acteurs régionaux et mondiaux, et l'influence de l'Europe – et particulièrement celle de la France – recule progressivement.

Moins stratégique en matière économique et commerciale que ses voisins, l'attractivité de la Tunisie pour les puissances non occidentales réside particulièrement dans le symbole politique qu'elle représente, étant la seule démocratie du monde arabe, et dans sa proximité, notamment commerciale, avec l'Europe. Si la France

demeure un partenaire majeur, représentant 14 % des importations tunisiennes en 2019, sa part s'érode (elle était de 21 % en 2009), tandis que celle de la Chine a quasiment doublé en dix ans (de 5 % en 2009 à 9 % en 2019). Mais c'est en particulier pour la Turquie et le Qatar que la Tunisie représente un enjeu important : une montée en puissance des entreprises turques dans le domaine des travaux publics et des infrastructures pourrait aller de pair avec le financement du grand plan d'investissement nécessaire au pays par le Qatar.

Le Maroc est au cœur des intérêts régionaux et internationaux, notamment parce qu'il est un carrefour pour les échanges vers l'Europe comme vers l'Afrique. Si les pays d'Europe du Sud demeurent les principaux pourvoyeurs d'IDE au Maroc, en particulier la France (35 % des IDE totaux en 2019), le Maroc intéresse de plus en plus la Chine. La diaspora chinoise est relativement importante sur le littoral marocain, la Chine regarde de près les implantations logistiques, notamment à Tanger, et exporte beaucoup de biens manufacturés et de matériel au Maroc. Elle a aussi construit un partenariat avec le Maroc pendant la crise du Covid-19 (envois de masques, test avancé de vaccins, distribution massive de vaccins chinois, etc). La Chine est en bonne position sur le plan des importations marocaines : elle représente 10 % du total en 2019, tout de même derrière l'Espagne (15 %) et la France (12 %).

L'Algérie présente un paradoxe : souverainiste, elle est néanmoins très ouverte sur les échanges internationaux, avec une importante diversité de clients et de fournisseurs par rapport à ses voisins. Outre l'Europe et la France, dont la part des importations se réduit (de 16 % en 2009 à 12 % en 2019), la Chine et la Russie notamment sont des partenaires importants de l'Algérie. En 2019, 17 % des importations algériennes provenaient de Chine (contre 12 % en 2009), qui compte une diaspora bien implantée dans le pays, avec 40 000 ressortissants. Les relations entre la Russie et l'Algérie se concentrent presque exclusivement sur le secteur de la défense, malgré une coopération récente dans le domaine de la santé avec l'utilisation en Algérie du vaccin russe. Néanmoins, la situation financière algérienne, moins dégradée que celle de ses voisins du fait de ses ressources en hydrocarbures, laisse peu la place au scénario de l'investissement massif d'un pays qui viendrait, en plus d'un soutien économique, prendre une place politique majeure.

Des économies marquées par des fragilités structurelles, accentuées par la crise

Avant la crise du Covid-19, l'économie tunisienne ne parvenait à faire advenir tout son potentiel. Depuis la Révolution, le système institutionnel, incapable de produire des majorités parlementaires stables, n'a en effet pas permis d'engager les réformes profondes dont l'économie tunisienne a besoin : pour stabiliser la hausse des

prix, améliorer la productivité du travail, lutter contre les rentes, limiter le recours à l'emploi public et à terme pour libérer pleinement son potentiel de croissance. Si la réponse des autorités tunisiennes à la crise du Covid-19 est cohérente sur le plan sanitaire, elle demeure limitée financièrement. Des mesures d'urgence ont été prises dès le mois de mars 2020, mais avec un total d'environ 2 points de PIB, le plan de relance demeure modeste par rapport à la moyenne mondiale et des pays émergents. La Tunisie a bénéficié d'un prêt d'urgence d'environ 753 millions de dollars de la part du FMI en avril 2020, qui ne suffira pas à couvrir l'entièreté du besoin de financement public du pays en 2021. 1 milliard de dollars supplémentaires pourraient lui être accordés, mais ils sont conditionnés à la mise en place de réformes structurelles négociées avec le précédent gouvernement.

À l'inverse de la Tunisie, la stabilité politique du Maroc lui a permis de refinancer sa dette sur les marchés et de contenir l'inflation. Mais les inégalités et le taux de chômage, notamment chez les jeunes, demeurent importants, et sont aujourd'hui accentués par la crise du Covid-19. À l'issue de la première vague de l'épidémie, le Maroc a rapidement mobilisé un grand nombre d'outils de soutiens à l'économie et s'est efforcé de soutenir le pouvoir d'achat des plus fragiles. Néanmoins, l'accroissement rapide du ratio d'endettement et le creusement des déficits courants – de deux à trois points de PIB selon le FMI – menacent la soutenabilité des finances du Royaume, dont la notation souveraine pourrait être dégradée.

Le modèle de croissance algérien est fondé sur l'exploitation de ses ressources, en particulier les hydrocarbures, avec une tertiarisation de l'activité relativement faible et une présence de l'État encore plus forte que chez ses deux voisins. La baisse des cours du pétrole qui dure depuis plusieurs années a ainsi eu un impact important sur l'économie algérienne et sur la stabilité politique et sociale du pays, garantie depuis les années 1990 par des transferts sociaux généreux, qui permettent de compenser un taux d'emploi très faible. La réponse des autorités algériennes à la crise du Covid-19 s'est faite comme partout en deux temps : des mesures sanitaires – moins drastiques qu'ailleurs – et un soutien à l'économie, lui aussi moins puissant qu'au Maroc par exemple. À l'été 2020, le gouvernement a annoncé un plan de diversification de l'économie algérienne, qui prévoit d'assurer un renforcement de la sécurité alimentaire et pharmaceutique, de promouvoir un climat des affaires favorable et de favoriser les secteurs à forte valeur ajoutée ainsi que le commerce international et les IDE.

La crise sanitaire a contribué à accroître l'instabilités des trois pays du Maghreb, dont la situation sociale était déjà préoccupante. Le chômage progresse, chez les jeunes, particulièrement quand ils sont diplômés, chez les femmes, dont le taux d'activité est déjà bas, mais également – et c'est nouveau – chez les hommes dans la force de l'âge, notamment ceux travaillant dans les secteurs du tourisme et des transports. Une situation fragile qui pourrait avoir des conséquences préoccupantes pour l'Europe (immigration, problèmes de sécurité, implantation de puissances hostiles).

Comment sortir de la crise ?

Des trois pays du Maghreb, c'est la Tunisie qui connaît la situation la plus préoccupante à court terme. Selon les scénarios les plus optimistes, les besoins de financement tunisiens seraient compris entre 3 et 5 milliards de dollars, et entre 5 et 9 milliards de dollars pour les scénarios pessimistes. L'instabilité gouvernementale et les difficultés des différents gouvernements à mettre en œuvre des réformes, la forte hausse de la dette publique et du déficit commercial, le soutien devenu indispensable des bailleurs internationaux, la chute très importante de l'investissement depuis le début de la crise sanitaire : tout démontre que la Tunisie a besoin d'un soutien massif, de long terme et sans contrepartie trop brutale pour éviter un choc social et politique qui menacerait le fragile édifice démocratique.

Malgré une dette élevée, le Maroc a su mobiliser des ressources internes importantes pour soutenir son économie et a su très récemment se financer via les marchés monétaires sans difficulté. Il doit néanmoins financer un grand plan de développement de moyen terme pour lequel une commission de haut niveau a été installée peu de temps avant le début de la crise sanitaire. Selon les scénarios optimistes, les besoins de financement par le Maroc se situeraient entre 3,5 et 6,5 milliards de dollars, alors qu'ils se situent entre 6 et 11 milliards de dollars selon les scénarios pessimistes, s'il ne dispose pas d'aide des bailleurs internationaux. Néanmoins, le Maroc bénéficiant d'une excellente relation avec les bailleurs internationaux, fondée sur la stabilité politique et la capacité institutionnelle à mettre en œuvre de grands projets d'infrastructures, il est probable que les bailleurs contribuent significativement à une accélération sensible de l'effort d'investissement du pays.

L'Algérie est des trois pays maghrébins celui dont le déficit budgétaire est le plus important – il devrait atteindre 13,5 % du PIB en 2021. Elle considère qu'elle n'a pas besoin d'un soutien multilatéral (en particulier venant du FMI), mais son taux d'endettement encore raisonnable (46,3 % de son PIB en 2019) et ses ressources en hydrocarbures lui permettent de se financer sur tous les marchés sans difficulté. Par ailleurs, les autorités algériennes ont mis en place un système social qui permet à ce stade d'amortir les chocs économiques endogènes comme exogènes (25 % du PIB est consacré aux transferts sociaux).

L'un des soutiens apportés aux économies des pays du Maghreb pourrait consister en une allocation générale de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI. Une allocation de DTS serait un moyen d'accroître les réserves internationales des économies. Une allocation générale de DTS de l'ordre de 500 milliards de dollars permettrait un apport de 420 millions de dollars pour la Tunisie, 690 millions de dollars pour le Maroc et 1 500 millions de dollars pour l'Algérie. Ce montant pourrait être plus important si les pays européens notamment mettaient à disposition des pays du sud de la Méditerranée leurs suppléments de DTS.

Une nécessaire prise de conscience européenne

Au terme de cette analyse, un constat s'impose : les pays du Maghreb, et singulièrement la Tunisie, ont besoin d'être soutenus dans le contexte de la crise sanitaire. La crise pourrait constituer une opportunité pour ces pays de se relancer durablement, s'ils peuvent accéder à des liquidités qui leur permettraient d'accélérer la transformation de leurs modèles de développement : c'est après tout ce que fait Joe Biden aux États-Unis avec son plan d'investissement dans les infrastructures. Compte tenu des imbrications humaines, politiques, économiques et sociales entre le sud de l'Europe et le nord de l'Afrique, c'est un enjeu majeur pour l'UE. Comment ne pas inclure dans le plan européen de 750 milliards d'euro l'étranger proche, confronté aux mêmes difficultés sans avoir les moyens et la crédibilité donnés par l'euro ?

Or, comme après toute crise économique, la tentation sera grande de réduire les fonds de l'action extérieure, lorsque la question de la réduction des dépenses sera posée à nouveau. Mais si un des trois pays du Maghreb devait entrer dans une crise sociale et donc politique longue, l'Europe en subirait les conséquences en matière d'émigration incontrôlée, de consolidation de l'implantation turque ou chinoise à ses portes, voire de montée en puissance de groupes islamistes plus agressifs que ceux actuellement actifs dans les trois pays.

La situation est exceptionnelle : dans les pays riches qui y répondent par de la création monétaire, dans les pays pauvres qui sont soutenus vaille que vaille par les pays riches. N'oublions pas alors les pays à revenus intermédiaires qui ne peuvent pas faire de création monétaire et qui ne sont pas dans les radars de l'aide budgétaire internationale. Pour l'Europe, et notamment l'Italie, l'Espagne et la France, aider les trois pays du Maghreb à franchir la crise est socialement juste, moralement nécessaire et politiquement utile. Agissons avant qu'il ne soit trop tard.